CLAUDINE VERGNOLLE CHARANSONNET

Commissaire aux comptes

Union Départementale CGT du Rhône
UD 69

215, cours Lafayette
69006-LYON

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2018

CVC Claudine Vergnolle Charansonnet - commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles N° INSCRIPTION CNCC 90000862
N° SIRET 314 759 168 00045 – TVA FR 73 314759168
44. rue du Maréchal Foch - 95120 Ermont - Tél. 06.87.73.10.71 - E-mail : claudine.vergnolle@cvcaudit.fr

Aux Adhérents,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre commission exécutive, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de votre syndicat relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Union Départementale CGT du Rhône à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatifs à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes,
Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément. »

Responsabilités du secrétaire et de l'Administrateur

Il appartient à l'administrateur ou en son absence au Secrétaire général arrêtant les comptes de veiller à établissement de compte annuel présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il leur incombe d'évaluer la capacité De l'Union Départementale CGT du Rhône à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le comité ou de cesser son activité.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le trésorier, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société[1] à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Soisy, le 10 Juin 2019

Claudine VERGNOLLE



Commissaire aux comptes

1

COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2018 DE L'UD CGT DU RHONE

COMPTE DE RESULTAT CHARGES	31/12/2018	31/12/2017	COMPTE DE RESULTAT PRODUITS	31/12/2018	31/12/2017
Achats de marchandises			Ventes de marchandises		
Variation de stocks (marchandises)					
Achats d'approvisionnements	11 913,62	5 434,09	Production vendue	69 990,08	94 035,47
Variation de stocks (approvisionnements)			Production stockée		
Autres charges externes	57 189,65	63 636,84	Production immobilisée		
Autres services extérieurs	106 459,80	153 604,42			
Impôts, taxes et versements assimilés	967,76	5 228,00	Cotisations	271 808,39	288 013,56
Rémunérations du personnel	126 995,22	215 995,74	Subventions d'exploitation	20 596,00	29 727,00
Cotisations sociales	55 638,38	103 089,83			
Dotations aux amortissements	5 901,41	6 902,74			
Dotations aux dépréciations			Reprises des amortissements et provisions		
Dotations aux provisions			Transferts de charges	93 074,98	165 071,23
Autres charges	0,04	646,25	Autres produits	47,60	53 153,40
CHARGES D'EXPLOITATION	**365 065,88**	**554 537,91**	**PRODUITS D'EXPLOITATION**	**455 517,05**	**630 000,66**
CHARGES FINANCIERES	**49,20**		**PRODUITS FINANCIERS**	**823,55**	**1 563,90**
CHARGES EXCEPTIONNELLES	**50 565,00**	**55 482,79**	**PRODUITS EXCEPTIONNELS**	**52 445,74**	**2 872,77**
TOTAL DES CHARGES	**415 680,08**	**610 020,70**	**TOTAL DES PRODUITS**	**508 786,34**	**634 437,33**
SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT	**93 106,26**	**24 416,63**	**SOLDE DEBITEUR = DEFICIT**		
TOTAL GENERAL	**508 786,34**	**634 437,33**	**TOTAL GENERAL**	**508 786,34**	**634 437,33**

BILAN AU 31/12/2018 DE L'UD CGT DU RHONE

ACTIF	31/12/2018			31/12/2017	PASSIF	31/12/2018	31/12/2017
	Brut	Amort Prov	Net				
Fonds commercial					Fonds syndicaux	298 963,01	274 546,38
Autres					Ecart de réévaluation		
Immobilisations incorporelles					Réserve légale		
					Réserves règlementées		
Immobilisations corporelles	93 242,48	77 827,42	15 415,06	20 316,47	Autres réserves		
					Report à nouveau		
Immobilisations financières	28 455,00		28 455,00	24 400,00	Résultat de l'exercice	93 106,26	24 416,63
					Provisions règlementées		
Actif immobilisé	***121 697,48***	***77 827,42***	***43 870,06***	***44 716,47***	***Fonds propres***	**392 069,27**	**298 963,01**
					Provisions		**50 000,00**
Stocks et en-cours					***Fonds dédiés***		
Stocks de marchandises					Emprunts et dettes assimilées		
Avances & acomptes versés	645,00		645,00		Avances & acomptes reçus		
Créances usagers et comptes rattachés					Dettes fournisseurs	18 853,30	17 463,07
Autres créances					Autres dettes		
Débiteurs divers	2 500,00		2 500,00	436,44	Créditeurs divers	77 172,92	109 186,70
Produits à recevoir	58 994,79		58 994,79	89 886,76	Charges à payer		216,54
Actif circulant	***62 139,79***		***62 139,79***	***90 323,20***	***Dettes à court terme***	**96 026,22**	**126 866,31**
Disponibilités	375 415,42		375 415,42	333 066,70			
Caisse	3 302,34		3 302,34	156,34			
Disponibilités	**378 717,76**		**378 717,76**	**333 223,04**	***Concours Bancaires Courants***		
Charges constatées d'avance	***3 367,88***		***3 367,88***	***7 566,61***	***Produits constatés d'avance***		
TOTAL ACTIF	**565 922,91**	**77 827,42**	**488 095,49**	**475 829,32**	**TOTAL PASSIF**	**488 095,49**	**475 829,32**

COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2018 DE L'UD CGT DU RHONE

COMPTE DE RESULTAT CHARGES	31/12/2018	31/12/2017	COMPTE DE RESULTAT PRODUITS	31/12/2018	31/12/2017
Achats de marchandises			Ventes de marchandises		
Variation de stocks (marchandises)					
Achats d'approvisionnements	11 913,62	5 434,09	Production vendue	69 990,08	94 035,47
Variation de stocks (approvisionnements)			Production stockée		
Autres charges externes	57 189,65	63 636,84	Production immobilisée		
Autres services extérieurs	106 459,80	153 604,42			
Impôts, taxes et versements assimilés	967,76	5 228,00	Cotisations	271 808,39	288 013,56
Rémunérations du personnel	126 995,22	215 995,74	Subventions d'exploitation	20 596,00	29 727,00
Cotisations sociales	55 638,38	103 089,83			
Dotations aux amortissements	5 901,41	6 902,74			
Dotations aux dépréciations			Reprises des amortissements et provisions		
Dotations aux provisions			Transferts de charges	93 074,98	165 071,23
Autres charges	0,04	646,25	Autres produits	47,60	53 153,40
CHARGES D'EXPLOITATION	**365 065,88**	**554 537,91**	**PRODUITS D'EXPLOITATION**	**455 517,05**	**630 000,66**
CHARGES FINANCIERES	**49,20**		**PRODUITS FINANCIERS**	**823,55**	**1 563,90**
CHARGES EXCEPTIONNELLES	**50 565,00**	**55 482,79**	**PRODUITS EXCEPTIONNELS**	**52 445,74**	**2 872,77**
TOTAL DES CHARGES	**415 680,08**	**610 020,70**	**TOTAL DES PRODUITS**	**508 786,34**	**634 437,33**
SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT	**93 106,26**	**24 416,63**	**SOLDE DEBITEUR = DEFICIT**		
TOTAL GENERAL	**508 786,34**	**634 437,33**	**TOTAL GENERAL**	**508 786,34**	**634 437,33**

ANNEXE

ANNEXE

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2018
dont le total est de 488 095,49 euros
et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de 93 106,26 euros, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2018 au 31/12/2018.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2017 au 31/12/2017.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Logiciels informatiques	**de 01 à 03 ans**
Brevets	**07 ans**
Agencements, aménagements des terrains	**de 06 à 10 ans**
Constructions	**de 10 à 20 ans**
Agencement des constructions	**12 ans**
Matériel et outillage industriels	**05 ans**
Agencements, aménagements, installations	**de 06 à 10 ans**
Matériel de transport	**04 ans**
Matériel de bureau et informatique	**de 03 à 10 ans**
Mobilier	**de 05 à 10 ans**

IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

STOCKS

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti".
La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les stocks ont été, le cas échéant, dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes.

CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

LES METHODES COMPTABLES APPLIQUEES

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Etablissement des états financiers en conformité avec :

- le P.C.G. 2014 homologué par arrêté du 08 septembre 2014 (règlement ANC 2014-03),

- Sous réserve des adaptations prévues par l'annexe du règlement 99-01 du CRC du 16 février 1999 et de l'avis du CRC 2009-10 relatifs aux modalités d'établissement des comptes annuel des organisations syndicales.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES POUR DONNER UNE IMAGE FIDELE

Le fait générateur retenu pour la comptabilisation des cotisations de l'organisation syndicale est l'encaissement effectif.

I - NOTES RELATIVES A L'ACTIF DU BILAN

1 - Etat des immobilisations

RUBRIQUES	VALEUR BRUTE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	VALEUR BRUTE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
Immobilisations incorporelles				
Installations générales	25 894,08			25 894,08
Matériels et outillages industriels	3 188,10			3 188,10
Matériel de transport	23 698,69	1 000,00		24 698,69
Matériel de bureau et informatique	39 461,61			39 461,61
Immobilisations corporelles	***92 242,48***	***1 000,00***		***93 242,48***
Prêts	24 100,00	4 000,00		28 100,00
Dépôts et cautionnements versés	300,00	55,00		355,00
Immobilisations financières	***24 400,00***	***4 055,00***		***28 455,00***
TOTAL GENERAL	**116 642,48**	**5 055,00**		**121 697,48**

2 - Etat des amortissements

RUBRIQUES	AMORT.CUMULES A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	AMORT.CUMULES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
Immobilisations incorporelles				
Installations générales	10 420,77	3 339,44		13 760,21
Matériels et outillages industriels	1 199,32	764,10		1 963,42
Matériel de transport	23 698,69	158,33		23 857,02
Matériel de bureau et informatique	36 607,23	1 639,54		38 246,77
Immobilisations corporelles	***71 926,01***	***5 901,41***		***77 827,42***
TOTAL GENERAL	**71 926,01**	**5 901,41**		**77 827,42**

3 - Etat des échéances des créances

Libellés	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Prêts	28 100,00	100,00	28 000,00
Autres immobilisations financières	355,00		355,00
Personnel et comptes rattachés	2 500,00	2 500,00	
Débiteurs divers	59 639,79	59 639,79	
Charges constatées d'avance	3 367,88	3 367,88	
Total général	**93 962,67**	**65 607,67**	**28 355,00**
Prêts souscrits en cours d'exercice	4 000,00		
Prêts remboursés en cours d'exercice			

4 - Produits et avoirs à recevoir

Activités	Montant
Cotisations	23 775,69
Participations financières	35 219,10
TOTAL	**58 994,79**

5 - Charges constatés d'avance

Activités	Montant
Maintenance	2 501,49
Assurance	574,56
Documentation	291,83
TOTAL	**3 367,88**

II - NOTES RELATIVES AU PASSIF DU BILAN

1 - Mouvements affectant les fonds propres

	31/12/2017	Affectation	+/-	31/12/2018
Fonds syndicaux Réserves	274 546,38	24 416,63		298 963,01
Fonds propres	***274 546,38***	***24 416,63***		***298 963,01***
Résultats de l'exercice	24 416,63	-24 416,63	93 106,26	93 106,26
Résultats de l'exercice	***24 416,63***	***-24 416,63***	***93 106,26***	***93 106,26***
SITUATION NETTE	**298 963,01**		**93 106,26**	**392 069,27**

2 - Etat des provisions

Libellés	31/12/2017	Dotations	Reprises	31/12/2018
Total des provisions réglementées				
Pour litiges	50 000,00		50 000,00	
Total des provisions pour risques et charges	**50 000,00**		**50 000,00**	
Total Général	**50 000,00**		**50 000,00**	
Ventilations des dotations et des reprises Exploitations Financières Exceptionnelles			 50 000,00	

3 - Etat des échéances des dettes

Libellés	Montant brut	< 1 an	>1 an et < 5 ans	> 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	18 853,30	18 853,30		
Personnel et comptes rattachés	1 863,70	1 863,70		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	30 104,48	30 104,48		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Taxe sur les Salaires	3 931,00	3 931,00		
- Autres impôts et taxes	3 166,00	3 166,00		
Confédération, fédérations, unions	38 107,74			38 107,74
Total général	**96 026,22**	**57 918,48**		**38 107,74**
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				

III - NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTATS

1 - Ventilation des produits d'exploitation

Libellés	Montants	
	Exercice	Exercice n-1
Production vendue	69 990,08	94 035,47
Cotisations	271 808,39	288 013,56
Subventions	20 596,00	29 727,00
Autres produits	47,60	53 153,40
Transferts de charges	93 074,98	165 071,23
Reprises des amortissements et provisions		
Total	**455 517,05**	**630 000,66**

2 - Ventilation des produits et charges exceptionnels

Libellés	Charges	Produits
Sur exercices antérieurs	125,00	2 445,74
Sur opérations de gestion	50 440,00	
Sur immobilisations		
Provisions		50 000,00
Amortissements dérogatoires		
Totaux	**50 565,00**	**52 445,74**

3 - Ressources de l'année

Libellés	2018
Cotisations reçues	271 808,39
Reversements de cotisations	
Subventions reçues	20 596,00
Autres produits d'exploitation perçus	163 112,66
Produits financiers perçus	823,55
TOTAL DES RESSOURCES	**456 340,60**

IV - AUTRES ELEMENTS

1 – Effectif moyen

Libellés	Exercice n		Exercice n-1	
	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entité	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entité
Cadres	1		2	
Agents de maîtrise				
Techniciens				
Employés	1	1	1	1
Ouvriers				
Total	**2**	**1**	**3**	**1**
Nombre de salariés à temps partiel				

2 – Engagements pris en matière de pensions, retraites et engagements assimilés

Les salariés de L'Union départementale ayant mois de 50 ans ou une ancienneté inférieure à 10 ans aucun passif social éventuel n'a été constaté.